



© Pierre Galliot - Région Normandie

Serge Gordey

nie britannique pendant 150 ans avant d'être rétrocédé à la République Populaire de Chine en 1997 ». Mais alors que « le contrat prévoyait de garantir une autonomie à Hong-Kong jusqu'en 2047, la Chine l'a rompu en accentuant la répression sur cette région spéciale, la dernière datant de 2019-2020 ».

Leader du mouvement des parapluies de 2014, aujourd'hui en exil, Nathan Law est une incarnation de la troublante identité hongkongaise, entre le désir de liberté et les origines chinoises. Le militant, qui explique que « beaucoup de films ont été tournés à Hong-Kong pour parler des manifestations de 2019-2020 mais ces images n'ont pas le droit d'être diffusées là-bas à cause de la forte censure », avoue que « le visionnage de ce film était très difficile ». En effet, « cela fait remonter des traumatismes des événements de 2014 et 2019, j'ai été témoin d'actes terribles, des amis ont été blessés et arrêtés ». Heureusement, « ce film montre des personnes importantes du mouvement de résistance, c'est important, cela aide à comprendre la situation ». Nathan Law interpelle le public en leur demandant : « qu'auriez-vous fait si vous étiez hongkongais ? ». « Ces films

sont essentiels pour comprendre les sacrifices de notre population », affirme-t-il.

Interrogé sur la question de l'identité hongkongaise, le dissident explique que « c'est une composante très importante, unique et cruciale pour la résistance car elle reflète des valeurs et une compréhension de l'Histoire face au narratif orthodoxe de Pékin et l'autoritarisme de Xi Jinping ». Il ajoute que « c'est une identité difficile à définir mais nous résistons quand la Chine essaie de l'effacer ».

« Ces images n'ont pas le droit d'être diffusées là-bas à cause de la forte censure ».

Nathan Law

Alors qu'il a quitté Hong-Kong en 2020 car il se savait « recherché et risquait plusieurs dizaines d'années de prison », Nathan Law revient sur la difficulté de résister à la Chine depuis l'étranger « car il faut mobiliser les foules localement ». « De plus en plus de personnes ont quitté le territoire depuis trois ans, près de 20 000 pour des raisons politiques, déplore-t-il. Le Royaume-Uni aide les réfugiés hongkongais et on peut organiser des événements pour que la Chine ne parvienne pas à effacer notre Histoire ». Avant de conclure : « Même si la situation ne va pas dans le bon sens car beaucoup de personnes sont incarcérées, je reste optimiste, c'est idiot d'être désespéré, il faut rester courageux même si 9 mouvements sociaux sur 10 vont échouer ».

L'INDICE NORMANDIE : COMPRENDRE LES MENACES POUR PRÉSERVER LA PAIX

Le 28 septembre 2023, 10h30-12h, salle Azur



Branislav Staniček, Elena Lazarou, Bénédicte Feuger, Valérie Drezet-Humez et Salomé Limery

© Nicolas Broquedis

Menaces plurielles, paix universelle

Les trois modératrices travaillant pour Europe Direct, co-organisatrice avec le Parlement européen de ce temps fort jeunesse autour de l'Indice Normandie pour la paix,

MODÉRATRICES :

Ophélie Bouin, responsable communication CRIJ Normandie

Salomé Limery, chargée de mission projets européens Maison de l'Europe de l'Eure

Bénédicte Feuger, Responsable du Carrefour Rural Européen des Acteurs Normands (CREAN)

INTERVENANTS :

Valérie Drezet-Humez, cheffe de la Représentation en France de la Commission européenne

Elena Lazarou, cheffe d'unité politique externe, Service de Recherche du Parlement européen (EPRS)

Branislav Staniček, chercheur politique externe Parlement européen

un outil « qui sert à orienter les actions de l'Union européenne, à décrypter ce qu'il se passe en Ukraine et comprendre les menaces qui impactent les États et les populations », introduit la discussion sous forme d'atelier interactif, donnant aux lycéens dans la salle la possibilité de donner leur avis via un quizz numérique en direct.

Alors que 78% d'entre eux avouent ne pas connaître cet Indice, sa conceptrice Elena Lazarou entreprend d'expliquer cet indicateur « qui mesure les menaces sur la paix et la démocratie dans le monde ». « Débuté en 2018 grâce à un accord entre la Région Normandie, le Parlement européen et l'Institute for economics and peace de Sydney », continue-t-elle, « c'est un indice qui s'appuie sur la définition européenne de la paix que l'on retrouve dans la Stra-



Bénédicte Feuger, Valérie Drezet-Humez
et Salomé Limery

« La question de l'élargissement permet de renouveler l'importance des fondamentaux démocratiques de l'UE »

Valérie Drezet-Humez

tégie globale de l'UE de 2016 ». Celle-ci pense « la paix et la sécurité comme des concepts holistiques » et retient donc onze critères principaux : « conflits violents, terrorisme, criminalité, cybersécurité, fragilité étatique, insécurité énergétique, crises économiques, processus démocratique, armes de destruction massive, désinformation et réchauffement climatique ». Ces éléments sont évalués dans 136 pays en plus de l'UE (comptée seule) « tous les ans et disponibles à tous en ligne ».

Interrogée sur la place de l'UE - 7e en 2023 alors qu'elle pointait à la 11^e place les années précédentes - la chercheuse européenne rappelle qu'il « n'est pas question que de guerre, l'amélioration s'explique par l'évolution des États européens sur

les questions énergétiques, de climat et de cybersécurité entre autres ». Face au public qui s'étonne de cette progression à l'aune des poussées de l'extrême-droite sur le Vieux Continent, Branislav Staníček rappelle que « l'Indice ne regarde pas les tendances politiques mais les libertés fondamentales et les réformes économiques et sociales ». Le chercheur européen souligne par ailleurs que « le top 5, des démocraties et des économies robustes, ainsi que le flop 5, malheureusement, ne bougent pas dans le classement ».

Branislav Staníček revient ensuite sur l'évolution des indices pour la Russie et l'Ukraine depuis la création de l'outil en 2019. Ce dernier note « de légères améliorations au début, la Russie avait stabilisé son budget avec l'augmentation du prix des matières premières, tandis que l'Ukraine, avec l'élection de Zelensky, promettait de gérer la situation à l'Est du pays ». Les deux pays ont « évidemment brutalement chuté, surtout l'Ukraine qui a perdu 38% de son PIB, 20% de son territoire et près de 7 millions d'habitants à cause de l'exode massif qui a suivi l'invasion ».

Interrogée sur la contradiction apparente d'une Europe en paix mais soutenant activement l'effort de guerre ukrainien, Valérie Drezet-Humez démontre que « l'invasion russe est une violation du droit international et l'UE répond dans le cadre légal de ce droit en aidant à reconstruire la paix par cette aide stratégique sans précédent ». Face au « mythe de la désunion européenne », la diplomate internationale rappelle « les onze votes à l'unanimité des 27 pour imposer des sanctions économiques à

la Russie », avant de souligner que « la question de l'élargissement permet de renouveler l'importance des fondamentaux démocratiques de l'UE » et d'appeler les jeunes dans la salle « à s'informer pour avoir tous les faits en tête à l'approche des élections européennes de 2024 ».



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube

L'ENGAGEMENT DES FEMMES POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS INCLUSIVE ET DURABLE

Le 28 septembre, 10 h 30 - 12 h - Salle Nacre



Zoé De Monès et Ludivine Delaite

Les femmes doivent décider pour elles-mêmes

Pour entamer ce débat, la modératrice Lauriane Clément propose à Nicole Ameline, présidente de l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix, de réaliser un état des lieux des inégalités subies par les femmes dans le monde. Celle-ci rappelle que seulement 25 % des parlementaires dans le monde sont des femmes. Elles sont donc de fait peu impliquées dans les décisions qui les concernent, or les femmes figurent parmi les principales personnes impactées par les changements climatiques. Nicole Ameline explique qu'à l'ONU, son rôle est justement d'impulser ce changement et de créer une obligation de parité partout. « Il faut que les femmes décident pour elles-mêmes, c'est la première des libertés », expose-t-elle.

MODÉRATRICE :

Lauriane Clément, cheffe de rubrique actualités pour le magazine Phosphore

INTERVENANTES :

Nicole Ameline, présidente de l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix, membre du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Zoé De Monès, lycéenne, participante du programme ecHo

Ludivine Delaite, ancienne membre du Conseil Régional des Jeunes de Normandie qui a participé à la formulation du projet sur la formation des écodélégués

Delphine O, ambassadrice, secrétaire générale du Forum génération égalité.